ARRÊTÉ

ARRÊTÉ N°…………….

DE NOMINATION STAGIAIRE – RECRUTEMENT DIRECT

DE M./Mme ..................................

**Mention en jaune : à enlever en fonction de la situation**

Le Maire *(ou le Président)* de …………..……,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l’article 60 bis,

**VU** le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

**VU** le décret n°2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale ;

**VU L**e décret n°2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de la catégorie B de la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le décret n°2016-596 du 12 mai 2016 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de la catégorie C de la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le décret n° ... du … portant statut particulier du cadre d'emplois des …,

**VU** le décret n°…….. du …………. Fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie ……….. de la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale ,

**VU** la délibération en date du ... créant un emploi de … à temps complet/incomplet ou d’une durée de … heures hebdomadaires,

**VU** la déclaration de vacance d’emploi n°…………. en date du ………….. effectuée auprès du Centre de Gestion de l’Indre,

**VU** l’offre de publicité n°………………… en date du ………………

**VU** la candidature présentée par M./Mme....................................................................................,

**VU** le certificat médical attestant l'aptitude physique à l'emploi en date du …,

**Considérant** que l’agent a satisfait aux conditions de recrutement fixées par le statut particulier,

**Considérant** qu’il n’a pu être procédé au calcul de la reprise des services antérieurs de M/Mme …………………..

**Considérant** que l’agent dispose d’un délai de deux ans à compter de la nomination en qualité de stagiaire pour opter en faveur de l’ancienneté la plus favorable,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1er : A compter du ………………….., M/Mme ………………………. est nommé en qualité de stagiaire au grade ……………….. ou dans l’emploi de ……………………………………… à temps complet/incomplet pour une durée d’un an.

ARTICLE 2ème : M/Mme ………………………… est classé au 1er échelon, indice brut …………., indice majoré ………… sans ancienneté conservée.

ARTICLE 3ème : M/Mme ………………………… est soumis au régime spécial/général de sécurité sociale et est affilié à la CNRACL/IRCANTEC.

ARTICLE 4ème : Pendant l’année de stage, M/Mme ………………. sera astreint à suivre une formation d’intégration d’une durée totale de 5 jours.

ARTICLE 5ème : La durée du stage peut être prorogée au maximum d’une durée égale à un an si l’aptitude professionnelle de l’intéressé est jugée insuffisante pour permettre une titularisation à l’expiration de la période normale de stage.

ARTICLE 6 : Avant le terme normal, il peut être mis fin au stage de M/Mme …………………. :

* En cas d’insuffisance professionnelle dès lors que la moitié du stage sera accomplie
* En cas de faute disciplinaire, après avis du Conseil de Discipline

Dans les deux cas, la fin de stage a lieu sans préavis ni indemnité de licenciement et après communication du dossier à l’agent.

**ARTICLE 7** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Receveur Municipal, M. le Président du Centre de Gestion, à la CNRACL/IRCANTEC et notifiée à l’agent.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa transmission et de sa publication.

Fait à …………… le …………….,

Le Maire *(ou le Président)*,

Notifié le ...................

Signature de l’agent :